

## Les dynamiques socio-économiques du Hirak Algérien : un facteur souvent ignoré

Mourad Ouchichi

Université de Bejaia

[info@extractivism.de](mailto:info@extractivism.de) | [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de)



## | The Author

**Dr. Mourad Ouchichi** est enseignant et chercheur à l'Université de Bejaia en Algérie. Il est titulaire d'un doctorat de l'Institut d'études politiques de Lyon, en France. Économiste et politologue, il s'intéresse à la théorie du développement et plus particulièrement aux institutions politiques et économiques. Ses travaux portent sur les économies de rente, en particulier en Afrique du Nord. Il s'intéresse également aux études sociologiques comparatives des États et à la diversité des pratiques économiques. Il est chercheur associé à [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de).

DOI: 10.17170/kobra-202310048818

**Extractivism Policy Brief** is an Open Access online publication downloaded freely at [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de). Readers are free to share, copy, and redistribute this document in any medium or format for any purpose, even commercially, according to the [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 Germany \(CC BY-NC-ND 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/). Conditions imply that no changes are made to the text, and writers and the [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de) project are referenced correctly as the original. Extractivism Policy Briefs publish on social-economic, cultural, political, and timely topics concerning extractivism in both regions. Extractivism.de team is responsible for reviewing, fact-checking, editing, and publishing the final policy briefs. The opinions expressed in each publication are exclusive of the respective authors and do not necessarily reflect the views of the project. Extractivism.de cannot be held liable for any consequences concerning a policy brief following its publication.

© Extractivism.de, 2023, All rights reserved.

## | IN SHORT

EN

- In 2019, Algeria experienced one of the largest popular uprisings the country has ever seen in its post-independence history: the *Hirak*.
- The crisis had been looming for several years, as shifts in the political elite increased. The end of the financial boom exacerbated this process.
- Between 2015 and 2018, oil and gas export revenues declined by an average of 14% per year.
- Socioeconomic factors ultimately contributed to the outbreak of the Algerian *hirak*.

DE

- Im Jahr 2019 erlebte Algerien eine der größten Volkserhebungen, die das Land in seiner Geschichte nach der Unabhängigkeit erlebte: den *Hirak*.
- Die Krise bahnte sich seit mehreren Jahren an, denn Verschiebungen in der politischen Elite nahmen zu. Das Ende des Finanzbooms verschärft diesen Prozess.
- Zwischen 2015 und 2018 gingen die Einnahmen aus dem Export von Öl und Gas im Durchschnitt um 14 % pro Jahr zurück.
- Sozioökonomische Faktoren haben schließlich zum Ausbruch des algerischen *Hirak* beigetragen.

FR

- En 2019, l'Algérie vivait au rythme de l'un des plus importants soulèvements populaires que le pays ait connu dans son histoire post-indépendance.
- Cette crise est en gestation depuis plusieurs années, sur les braises des dissensions au sein de la classe politique, exacerbées par la fin du boom financier qui a alimenté le consensus au sommet.
- Entre 2015 et 2018, les recettes d'exportation d'hydrocarbures ont baissé à un rythme moyen de 14% par an.
- Des facteurs socio-économiques ont contribué au déclenchement du *Hirak Algérien*.

ES

- En 2019, Argelia vivía al ritmo de una de las revueltas populares más importantes que ha experimentado el país en su historia posterior a la independencia.
- La crisis se venía gestando desde hacía varios años, a medida que aumentaban los cambios en la élite política. El fin del boom financiero exacerbó este proceso.
- Entre 2015 y 2018, los ingresos por exportación de hidrocarburos disminuyeron a un ritmo medio del 14% anual.
- Factores socioeconómicos han contribuido al inicio del *Hirak argelino*.

# Les dynamiques socio-économiques du *Hirak* Algérien: un factor souvent ignoré

Ce papier a pour objectif de mettre en exergue les facteurs socio-économiques ayant contribué au déclenchement du *Hirak* algérien. Lesquels facteurs ont été souvent négligés par les observateurs. Dans ce qui suit, nous allons explorer cet aspect pauvre d'un des mouvements sociaux les plus importants, non seulement en Algérie et/ou au sud de la méditerranée, mais dans le monde de par son caractère unique.

Ainsi, après une analyse critique de la conduite de la politique économique durant la période 1999-2014, une séquence historique caractérisée par une remarquable aisance financière de l'État, nous nous pencherons sur les conséquences économiques et sociales du retournement brutale de la conjoncture économique suite au contre-choc pétrolier à partir du second semestre 2014, et particulièrement aux effets de l'austérité imposée à la société suite à cette baisse importante et durable des prix internationaux des hydrocarbures. Nous tenterons, dans un second temps, de déconstruire ces mythes tendant à conforter l'impuissance des masses face aux turpitudes du régime autoritaire, à savoir le mythe de l'achat de la paix sociale et celui de l'irréversibilité de la position hégémonique du régime face à la société. Enfin, nous nous interrogerons sur les raisons de la mise en veilleuse de la question sociale dans les différentes plateformes de revendications formulées par les acteurs influents du *Hirak*.

Au mois de février 2019, l'Algérie vit au rythme d'un des plus importants soulèvements populaires que le pays n'a jamais connus dans son histoire post indépendance. Aux quatre coins du pays, des millions de citoyens et de citoyennes sont sortis dans les rues en même temps : vendredi, 14 heures précises. Depuis, chaque vendredi et chaque mardi (pour les étudiants), des millions d'algériennes et d'algériens battaient le pavé pendant plus de deux années. Ces manifestations hebdomadaires apparaissent dans un climat marqué par une situation politique délicate, avec un président effacé et malade, reconnu notoirement inapte à gouverner depuis au moins 2013. Cette crise couvait également, depuis plusieurs années, sur les braises des déchirements du sérail exacerbés par la fin de l'embellie financière qui nourrissait les consensus au sommet ;

entre 2015 et 2018, soit pratiquement le période couvrant presque toute la durée du 4<sup>ème</sup> mandat, les recettes d'exportation des hydrocarbures ont baissé, en moyenne, de 14% par an<sup>1</sup>.

Ce mouvement, qui au départ refusait le 5<sup>ème</sup> mandat pour le président (bientôt déchu) A. Bouteflika, s'est radicalisé et revendiqué très rapidement le départ du « système ». Ce mandat de trop est aussi l'expression d'un sursaut de dignité des Algériens face au « système Bouteflika », comme dernier avatar d'un régime autoritaire qui a poussé à son paroxysme les logiques de prédation des richesses nationales et de soumission à l'impérialisme. Toute une partie de la société civile, qui s'était écartée de la « politique » par lassitude et fatalisme, se mobilise à nouveau pour dénoncer cette prébende érigée en mode de gouvernance.

L'euphorie et l'enthousiasme de la mobilisation puis son reflux progressif à la faveur de la crise sanitaire et d'une répression féroce toujours en cours, doivent laisser la place à la réflexion et à l'analyse. Nul doute que ce mouvement populaire va continuer à nourrir recherches, analyses et études. Le présent travail s'inscrit dans cet effort raisonné de mieux comprendre et d'étudier ce mouvement populaire inédit, ses causes profondes et son avenir. De ce point de vue, nous nous intéresserons aux raisons politiques, économiques et sociales qui l'ont déclenchée. Dans une perspective d'économie politique, notre démarche cherche à saisir les origines profondes de cette révolte précisément dans cette interaction de facteurs politiques, économiques et sociaux.

En effet, nous avons assisté à un véritable processus révolutionnaire de type interclassiste de par sa composante qui regroupe toutes les catégories sociales dont les classes moyennes et les couches populaires déshéritées, et notamment la jeunesse qui est le fer de lance de ce *Hirak* populaire. Il est aussi profondément populaire par les langues algériennes utilisées et les slogans radicaux mis en avant. Avec de simples chants et slogans, ces derniers expriment ce que le peuple d'en bas aspire, à savoir le refus de la continuité du régime et la construction d'une république authentiquement démocratique

<sup>1</sup> Moyenne calculée à partir des rapports annuels de la Banque d'Algérie.

et sociale, loin de toute ingérence des puissances mondiales. Il exprime cette profonde volonté du peuple à conduire sa propre transition démocratique en toute souveraineté. Il révèle également ce désir profond de mettre un terme à la rapine, au bradage de l'économie nationale et de l'austérité, comme il s'est exprimé sur le refus catégorique de la loi sur les Hydrocarbures, les lois de finances (2017 et 2020) et l'exploitation du Gaz de schiste (Allam, 2019).

S'il est tout à fait admis que ce mouvement populaire s'est focalisé essentiellement sur la sphère politique, il n'en demeure pas moins vrai que les multiples difficultés socioéconomiques du citoyen lambda et les horizons fermés d'une jeunesse précarisée forment incontestablement la toile de fond du *Hirak*. D'autant plus que les protestations sociales qui ont caractérisé le règne du président déchu ont été les signes avant-coureurs du processus révolutionnaire de février 2019. Nous assistons en effet depuis 2001 à un cycle de contestation sociale long et d'une grande densité dans l'ensemble du territoire, où des grèves et des émeutes sont quotidiennement recensées, avec donc des revendications qui tournent principalement autour de l'amélioration des conditions de vie des citoyens : chômage, niveau des salaires, salaires impayés, revalorisation des métiers, refus des privatisations d'entreprises publiques... Nous voudrions, à travers cette contribution,

mettre particulièrement en exergue cette dimension socio-économique trop souvent omise par la presse, les chercheurs et la majorité des acteurs sociaux impliqués dans le mouvement. Une dimension que nous jugeons d'une importance cruciale, même si elle n'apparaît pas spontanément comme l'élément central dans la genèse et la montée en puissance du *Hirak*.

Dans ce travail, nous chercherons ainsi à répondre – sous l'angle privilégié de l'économie politique – à la question de la généalogie de ce moment révolutionnaire qu'a constitué le *Hirak*. Nous pensons que ce sont les échecs répétés des tentatives de réforme qui en sont à l'origine. Ainsi, les expériences ratées de transition pacifique vers une société démocratique et pluraliste et une économie productive régulée par le marché – dont l'expérience réformiste du début des années 1990 fournit peut-être l'illustration la plus exemplaire (cf. Ouchichi 2014) – sont à l'origine de cette espérance révolutionnaire partagée au sein de la société et du séisme politique qui s'en est suivi. Lorsque de larges pans de la société algérienne sont parvenus à la conviction que le régime autoritaire – ou plus précisément du « cartel » qui tient l'État – n'arrive pas à opérer des réformes de l'intérieur, le scénario du « Grand Soir » a pris le relais et le changement de régime s'est imposé comme la seule alternative à une véritable transformation démocratique.

## Chronique d'une séquence d'opulence financière (1999-2014)

Depuis 1998, les prix internationaux des hydrocarbures et des matières premières vont connaître une ascension fulgurante, c'est ainsi que l'Algérie va connaître une embellie financière sans précédent. Durant la période 2003-2013, les revenus pétroliers ont permis d'enregistrer un total de 719,3 milliards de dollars, presque le triple des recettes cumulées des trente années précédentes (Rebah, 2021)<sup>2</sup>. Profitant de cette aubaine, le régime de A. Bouteflika lance un vaste chantier de restructuration du champ économique. Il procède, d'un côté, à la centralisation de la gestion du secteur public et à la remise en cause de l'indépendance de la Banque Centrale. D'un autre côté, il décide d'une ouverture extrême

sur le marché international en ratifiant l'accord d'association avec l'Union Européenne en 2002 et en adhérant à partir de 2009 à la Zone Arabe de Libre Échange, livrant ainsi totalement l'économie nationale à la concurrence internationale sans que cette dernière n'y soit réellement préparée (Ouchichi, 2014). En outre, l'État se lance dans le cadre des plans de relance économique dans une politique d'investissements dans les infrastructures (construction d'autoroutes, logements, barrages...). Ces plans, qui ont coûté des centaines de milliards de dollars, sont réalisés essentiellement par des entreprises étrangères. Ce faisant, l'État devient plutôt une formi-

---

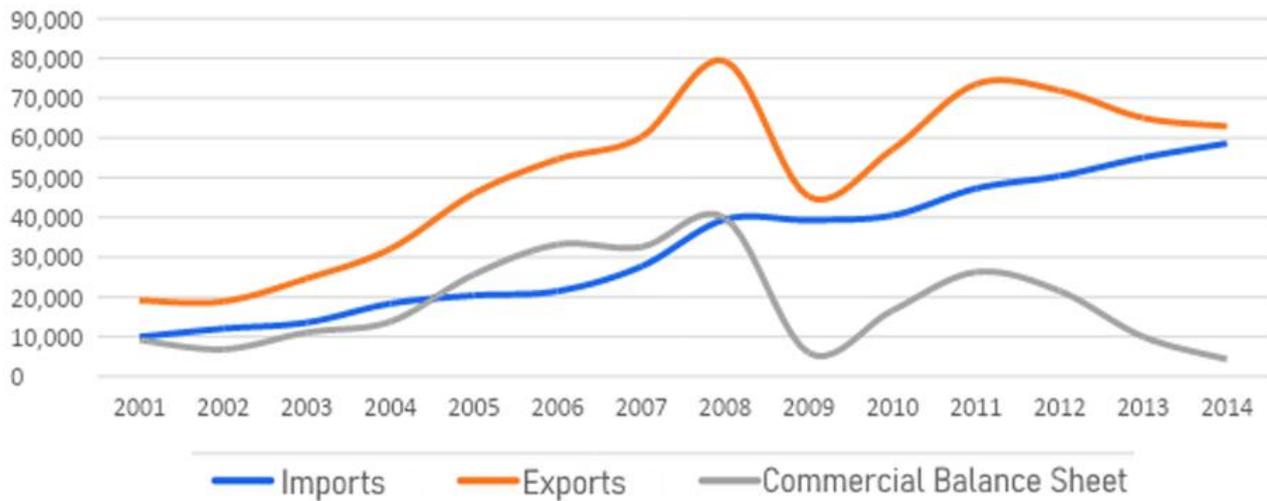
<sup>2</sup> D'autres sources évoquent une somme beaucoup plus importante, selon O. Benderra entre 2003 et 2013, l'Algérie a comptabilisé entre 800 et 1000 milliards de dollars comme recettes de vente du pétrole et du gaz.

dable source d'accumulation pour les entreprises étrangères au détriment des opérateurs économiques nationaux. Ces derniers ont été de surcroît fragilisés par les importations dont le volume a explosé à partir de la mi-2000. Le graphique suivant le montre amplement.

Selon les chiffres rendus publics par les douanes algériennes, la période 2001-2014 a été marquée par une

envolée des importations. Cette explosion des importations est observée à partir de 2001, avec des pics de croissance en 2004 (+ 46,7 %), en 2008 (+ 33,0 %) et en 2011 (+ 16,7 %). La croissance moyenne annuelle des importations entre 2001 et 2012 est de l'ordre de 33,7 % /an.

Graphique 1. Évolution des importations et exportations algériennes entre 2001 et 2014 (en millions USD)

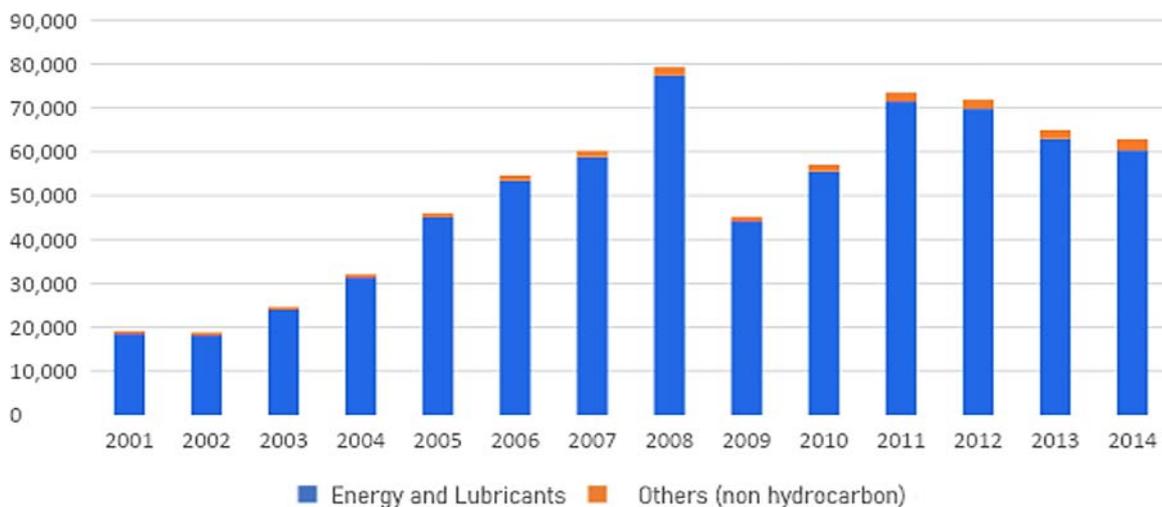


Source. Construit par nos soins à partir des statistiques des douanes algériennes [www.douane.gov.dz](http://www.douane.gov.dz).

La croissance des exportations quant à elle, fulgurante entre 2001 et 2014 avec un taux d'évolution de + 287 %, enregistre par contre un taux de croissance moyenne annuelle de + 26 % /an, inférieur de 8 points à celui enre-

gistré par les importations. Cette croissance des exportations est, évidemment tirée par les hydrocarbures tel que le montre éloquentement le graphe suivant.

Graphique 2. Evolution, par types, des exportations algériennes entre 2001 et 2014



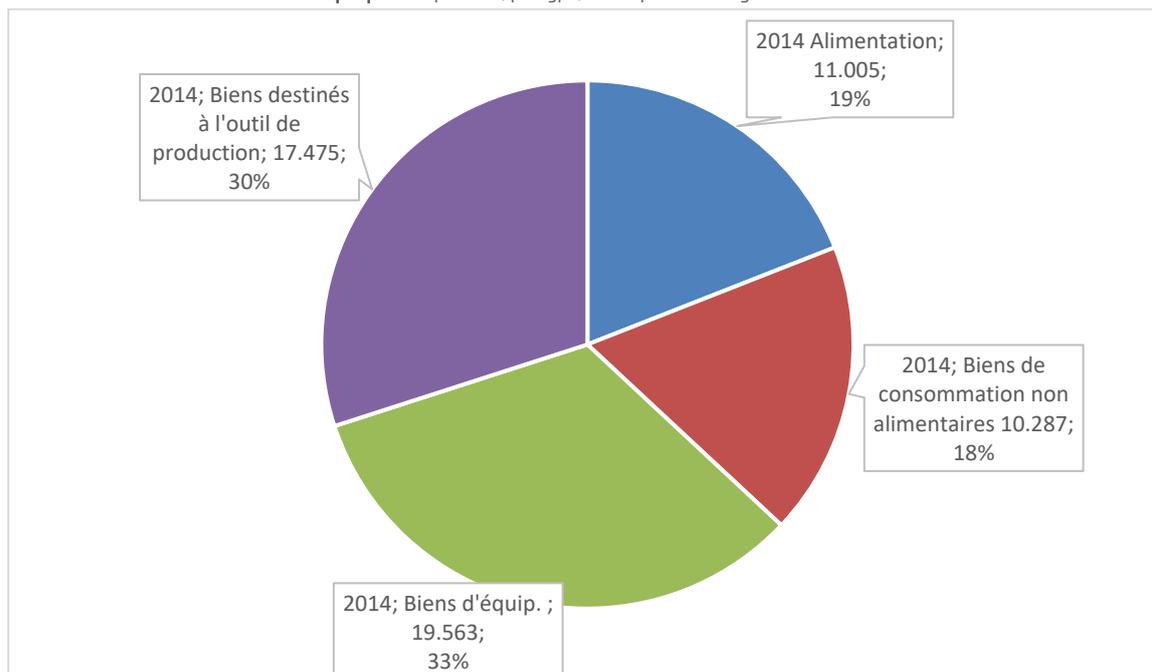
Source. Construit par nos soins à partir des statistiques des douanes algériennes [www.douane.gov.dz](http://www.douane.gov.dz).

La figure n°2 illustre le poids écrasant des hydrocarbures dans les exportations algériennes (77,3 Milliards \$) soit 97 % des exportations en 2012, (également 97 % des exportations totales entre 2001 et 2014). Cette situation perdure rappelons-le depuis le milieu des années 1970.

Paradoxalement, et face à cette aisance financière de l'Etat grâce à l'augmentation des recettes tirées des ex-

portations des hydrocarbures, l'économie réelle a demeuré dans un état de quasi-stagnation, avec particulièrement une franche régression du secteur industriel. En 2012, le secteur des hydrocarbures continue à représenter plus d'un tiers du PIB (37%), plus de deux tiers des recettes budgétaires (70%) et quasiment la totalité des recettes en devises du pays (97%). Parallèlement, la production industrielle reste faible, face au segment extractiviste (hydrocarbures, minerais...). Cet état de fait est parfaitement illustré par le type de produits importés.

Graphique 3. Répartition, par type, des importations algériennes en 2014



Source. Construit par nos soins à partir des statistiques des douanes algériennes [www.douane.gov.dz](http://www.douane.gov.dz).

En effet, côté importations, la répartition par groupes de produits fait ressortir une hausse généralisée de + 371,0 % des importations entre 2001 et 2014. La valeur totale des importations passe de 9,9 Milliards \$ à 58,33 Milliards \$. Les biens de consommation non alimentaires enregistrent le taux de croissance le plus important avec + 579 %, passant de 1,5 Milliard \$ en intermédiaire représentent le 1<sup>er</sup> poste d'importation en 2012 avec plus de 14,0 Milliards \$, ils étaient à 2,5 Milliards \$ en 2001 soit une croissance de + 466 %. Enfin, les biens de consommation alimentaire importés sont passés de 2,4 Milliards \$ à près de 11,0 Milliards \$ entre 2001 et 2014.

Malgré les facilitations et les avantages dont a bénéficié très largement le secteur privé, comme la fiscalité, les crédits bancaires et l'instauration de la fameuse loi 51/49 sur les investissements étrangers (qui a plutôt profité au privé national), l'ensemble de ces mesures n'ont

2001 à près de 10,0 Milliards \$ en 2012. Pour les biens d'équipement (second poste d'importation en 2012), comprenant les véhicules de transport toutes catégories confondues, il est en hausse de 284 % entre 2001 et 2012, il passe de 3,6 Milliards \$ à 13,8 Milliards \$. Les biens de consommation

pas permis l'émergence d'un secteur industriel important et la multiplication du nombre de grandes entreprises économique. En effet, selon des chiffres donnés par le Ministère de la Petite et Moyenne Entreprise (PME), à la fin de l'année 2019, la population globale de PME est composée à 97% de Très Petites Entreprises (TPE) (effectif de moins de dix salariés) qui demeure fortement dominante dans le tissu économique national, suivie par la Petite Entreprise (PE) avec 2,6 % et la Moyenne Entreprise (ME) avec 0,4% (Ministère de l'Industrie et des Mines, 2019). Ces chiffres indiquent que

les orientations économiques libérale qui se sont accélérées depuis les années 2000 et le désengagement de l'État dans la sphère économique au profit du capital privé (national et étranger), n'ont pas eu les résultats escomptés. Au contraire, les énormes capitaux accumulés par le patronat – sous forme de crédits, d'exonérations fiscales et autres avantages – n'ont pas été orientés vers l'investissement productif, qui est resté globalement le parent pauvre ; ces projets d'investissement relevaient souvent d'opérations déguisées de siphonage de deniers publics, à l'image du fiasco de l'opération montage automobile. Finalement, les promesses lancinantes de faire

décoller la machine économique, de diversification de l'économie ou encore de prospérité économique – grâce à la création d'une classe d'entrepreneurs et d'une économie fondée sur la propriété privée – ont fait long feu. Déjà en 2009, il y a un aveu d'échec du président Bouteflika lui-même en disant que « *le libéralisme ne nous a pas mis sur la voie du paradis* ». La voie du « patriotisme économique », qui sera expérimentée à partir de 2009 avec la fameuse règle 51/49, ne réussira pas non plus à donner à l'économie l'élan nécessaire pour surmonter cette impasse du mal-développement

## | L'austérité s'installe dans la durée

Dès la fin 2014, un évènement important se produit avec le retournement du marché pétrolier. Le prix du baril passe de 96,29 \$ en 2014 à 49,26 \$ en 2015, puis à 40,60 à 52,51 \$, respectivement en 2016 et 2017, avant de remonter légèrement en 2018. Face à la baisse des recettes, une véritable panique s'empare du gouvernement, qui agit alors dans l'urgence en recourant à des mesures aussi inefficaces et nuisibles les unes que les autres. En plus l'arrêt des projets structurants, le gouvernement décide de réduire les budgets d'équipement et de fonctionnement. En effet, les Lois de finances 2016 et 2017 réduisent le budget d'équipement de 19 et 28% respectivement. La coupe budgétaire cumulée est de 41% par rapport à 2015. L'austérité budgétaire va dès lors s'installer dans la durée. Parallèlement à la stagnation des salaires et à la dégradation apparente des services publics, des milliers d'emplois seront ainsi supprimés *en catimini* dans la fonction publique. En effet, après la suppression de la retraite anticipée, des milliers de travailleurs se sont empressés de bénéficier de cette

disposition avant sa suppression ; seule une partie de ces travailleurs a été finalement remplacés par de nouveaux recrutements. Ce phénomène a été observé essentiellement dans l'éducation nationale et de la santé publique, des secteurs déjà lourdement touchés par une déperdition chronique et un déficit flagrant en personnel qualifié. Cette nouvelle pratique ou conduite dans la gestion des personnels publics, qui consiste à ne pas remplacer tous les salariés partis en retraite, ne concernera pas uniquement le seul secteur de la fonction publique, mais touchera également le secteur public économique.

Pour comprendre la profondeur du soulèvement populaire du *Hirak*, nous allons revenir dans ce qui suit aux sources du régime de croissance extractiviste qui a prévalu et prévaut encore en Algérie, en particulier depuis le retour de la paix à la fin des années 1990 et les vingt années de règne du « clan Bouteflika » dans la politique comme dans les affaires économiques.

## | La corruption et la prédation érigés en mode de gouvernement

Beaucoup d'experts et d'analystes ont pointé le caractère autoritaire du régime politique et le refus de l'ouverture (Belalloufi, 2019), qui ont souvent été au centre des révoltes populaires dans l'Algérie indépendante. Il faut dire qu'après les promesses de démocratisation faisant suite aux émeutes meurtrières d'Octobre 1988, le ré-

gime politique a renoué avec les fondements autoritaires du nationalisme algérien depuis le coup d'État de Janvier 1992. Ainsi, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, il a tourné le dos à ses promesses d'ouverture et d'instauration d'un régime politique démocratique pour s'inscrire dans cette « tradition » autoritaire, qui refuse toute forme de démocratisation et d'autonomie

au sein de la société. Cette restauration de l'autoritarisme a ainsi été à l'origine d'une forte mobilisation des partis politiques et de la société civile pour exiger un changement radical.

Parallèlement aux questions politiques et à la fermeture du régime, il faut évoquer également les facteurs économiques. On ne peut pas saisir pleinement la situation politique en Algérie sans examiner la question économique sous l'angle de l'extractivisme et de l'accaparement des ressources naturelles. D'emblée, rappelons que la lutte pour le partage/dilapidation de la rente pétrolière et gazière est le ressort le plus ancien dans le mode de fonctionnement/reproduction du régime autoritaire algérien. Il est en réalité peu de pays dont les richesses aient été aussi systématiquement pillées ; les réseaux de corruption et de prébende au sommet de l'État atteignant une ampleur impressionnante, et force est de constater que la transition à l'économie de marché – entamée au début des années 1990 – a été accompagnée d'un essor considérable de la corruption. L'économie algérienne sous Bouteflika sera cependant marquée par une certaine aggravation de cette dérive prédatrice du « régime ». Le long règne de Bouteflika (1999-2019) a ainsi été ponctué par une impressionnante et incessante série de scandales : l'affaire Khalifa de dilapidation des deniers publics au profit d'une société montée par un *golden-boy* ; les privatisations au dinar symbolique ; les multiples affaires de corruption sur le foncier, les grands chantiers publics (autoroute Est-Ouest) et la passation de marchés avec des multinationales étrangères (affaires Sonatrach-ENI-Saipem) ; les trafics de cocaïnes... La liste de ces « affaires scabreuses » serait trop longue à dérouler, mais toutes ont en commun d'impliquer des membres de la nomenklatura (ministres, responsables de la police et de l'armée...) et de la nouvelle classe bourgeoise affairiste avec ses oligarques multimilliardaires. Il n'est donc pas surprenant que l'Algérie occupe aujourd'hui la 117<sup>ème</sup> place sur 180 pays dans le classement de *Transparency international* sur l'indice de perception de la corruption au cours de l'année 2021. L'Algérie a reculé de 13 places avec un score de 33 sur 100 contre 36 sur 100 dans le classement 2020 dans lequel elle a été classée à la 104<sup>ème</sup> place. L'ampleur inédite de la corruption et son caractère institutionnalisé est significatif de la capture de l'appareil d'État par des intérêts occultes. Si l'Algérie échappe en 2010/2011 aux « printemps arabe », la population n'en est pas moins excédée cette

corruption généralisée, ainsi que par l'étalage des richesses et l'arrogance de la « nouvelle caste » de privilégiés à laquelle cette dernière a donné naissance. La nature profonde du régime – opaque, corrompu et surtout habité d'un profond mépris du peuple – qui se révélera particulière au cours des deux décennies précédentes le *Hirak*, sera ainsi un formidable catalyseur de la colère sociale portée par ce mouvement populaire.

De façon concomitante, l'instabilité chronique du régime autoritaire s'explique également par l'échec de son modèle économique extractiviste, qui se révélera *in fine* au cœur de sa délégitimation politique. En effet, le renforcement du modèle de croissance extractiviste de l'économie est la tendance la plus prégnante depuis le mouvement de libéralisation et d'ouverture du début des années 1990. Ce modèle de développement, par définition incohérent, extraverti et dépendant, deviendra ainsi un objet de critiques dès le déclenchement du mouvement populaire. Beaucoup d'analystes n'hésiteront pas à souligner que ce sont les grandes limites de ce système, notamment en matière de transparence, de gabegie, de déséquilibre régional et de chômage, qui sont à l'origine de la crise (Mebtoul, 2020 ; Sidi Boumedine, 2019). D'autres enfin n'hésitent pas à pointer les facteurs sociaux, et particulièrement le chômage, dont celui des diplômés qui, depuis plusieurs années, constitue une limite importante pesant fortement sur le modèle de développement et le système politique (Belakhdar, 2019 ; Mouhoud, 2020 ; Selmane, 2020). Voilà que ce modèle économique, véritable force d'appui dans la reproduction du régime politique durant les phases haussières des cours du pétrole, devient son propre fossoyeur en période de contre-choc pétrolier.

Ces « malaises » de l'État rentier et de son modèle de croissance extractiviste sont aux sources du soulèvement populaire du *Hirak*. Ce régime de croissance favorise en effet la marginalisation des jeunes diplômés – dont la plupart finissent par désespérer, acculés au chômage de masse ou au déclassement interne ou encore à l'émigration « forcée ». Preuve, s'il en est, de cette résignation collective de la jeunesse : le taux d'expatriation des diplômés est anormalement élevé eu égard au revenu par tête de l'Algérie. Le pays a pourtant enregistré des progrès importants dans le développement humain et l'éducation, avec la plus forte augmentation de l'indice de développement humain entre 1970 et 2010. Selon les données de la Banque Mondiale<sup>3</sup>, les dépenses

<sup>3</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/>

totales de santé en pourcentage du PIB sont passées de 3 % en 1995 à 7,5 % au milieu des années 2010. Les dépenses publiques d'éducation de l'enseignement supérieur, quant à elles, ont doublé entre 2000 (1,2 %) et 2010 (2,5 %). Le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur a ainsi connu une croissance annuelle de 10 à 15% dans les années 2000, et a augmenté de près de

12% en passant de 31 % à 43 % entre 2011 et 2016, rattrapant ainsi la moyenne mondiale (Mouhoud, 2020, p. 162). Malgré l'importance des financements mobilisés, on observe toutefois une détérioration structurelle inquiétante de la qualité de l'éducation et du système de santé. C'est dire que certains qualifie du modèle social réussi, n'est qu'une illusion statique, sans aucun effet concret sur la réalité.

## | Pays riche, populations appauvries

Comme nous l'avons évoqué précédemment, depuis la fin des années 1990, l'Algérie a vécu une longue période d'aisance financière suite à la flambée des prix des hydrocarbures sur le marché international. Grâce à cette masse financière colossale générée par la vente de ses ressources énergétiques, l'Algérie recouvre rapidement ses équilibres commerciaux et budgétaires, paye par anticipation sa dette extérieure et parvient à constituer un confortable matelas financier qui avoisine les 200 milliards de dollars de réserves de change. Dans ses rapports avec les grandes puissances, cette relative aisance financière, combinée à l'amélioration des conditions sécuritaires et aux changements géopolitiques post 11 septembre 2001, donnent au pays des marges de manœuvres importantes et une large autonomie de décisions face au centre capitaliste.

Le désengagement de l'État à partir de la fin des années 1980, combiné à la crise sécuritaire des années 1990, ont largement contribué à la paupérisation générale et à la dégradation des conditions de vie de pans entiers de la société, et également à un retard abyssal en termes d'infrastructures et d'équipements publics. Sous la pression d'une demande sociale croissante, qui s'est exprimée par un cycle long d'émeutes et de protestations sociales à partir du début des années 2000 (Larabi, 2010), le gouvernement lance plusieurs programmes de relance économique. Avec une dépense globale réalisée avoisinant les 1000 milliards de dollars, le plan de soutien à la relance économique (PSRE 2002/2004), le plan complémentaire de soutien à la croissance (PCSC 2005/2009), ainsi que les troisième et quatrième programmes quinquennaux d'investissements publics (respectivement pour les périodes 2010-2014 et 2015-2019), sont dignes d'un mini Plan Marshall. Certes ces plans de relance ont permis une relative amélioration du

niveau de vie des Algériens, mais les retards accumulés lors de la décennie (perdue) des années 1990 et surtout le rythme accéléré des mutations sociales n'ont pas permis de satisfaire les considérables besoins et attentes qui se sont fait jour au sein de la population.

La multiplication des mouvements de protestations dans le monde du travail, dans les villes et campagnes du pays, est révélateur de ce marasme social qui règne dans le pays. La protestation sociale a même fini par gagner le Sud du pays, dont les populations sont pourtant réputées pour leur caractère plutôt « calmes », au point où ses habitants ont fini par s'inscrire dans ce « sport national » que sont devenues les émeutes populaires<sup>42</sup>. Par ailleurs, il y a lieu de signaler qu'il existe un lien étroit entre la protestation sociale et l'embellie financière du pays à cette époque, car du point de vue du contestataire, l'État ou l'employeur (public ou privé) a les moyens de répondre favorablement aux demandes des populations ou des collectifs de travailleurs (Djabi, 2020). Le mouvement social qui exprime le mieux ce paradoxe est très certainement celui des chômeurs dans le Sahara algérien. C'est en effet une illustration intéressante de ce phénomène d'effervescence sociale et de relations ambivalentes entre État et société (Belakhdar, 2015). Plus largement, ces mouvements de protestations qu'a connus le Sud du pays entre 2004 et 2017 peut constituer un échantillon représentatif du vécu des Algériens d'en bas. En effet, ces mouvements de protestations d'abord autour de la question de l'emploi posé par le mouvement des chômeurs au Sud, sont combinés progressivement à la question du développement local, à la question environnementale (gaz de schiste) et à la problématique de la souveraineté nationale (Belakhdar, 2015). Nous considérons que ce cas à lui seul incarne

<sup>4</sup> Sur ces mouvements de protestations dans le Sud de l'Algérie, lire les articles de Naoual Belakhdar de Université Libre de

Berlin (Freie Universität Berlin) sur les émeutes et le mouvement de chômeur en Algérie.

cette dénonciation de marginalité structurelle que subissent des pans entiers de la société, soit dans les zones urbaines ou rurales, au Nord comme au Sud. Les slogans phares de ce mouvement, comme « *Citoyens opprimés et dépossédés dans le pays du gaz et du pétrole* » ou encore « *Peuple pauvre dans un pays riche* », sonne encore dans les oreilles des millions de « laissés-pour-compte » en Algérie. En se désignant comme « *Mahgourin fi bled el pétrole* »<sup>5</sup>, littéralement « *Marginalisés au pays du pétrole* », il existe dans ce mouvement une réelle volonté de représenter tous les laissés-pour-compte à l'échelle nationale.

## | Le mythe de l'achat de la paix sociale

Il existe chez des pans importants de la société, analystes et acteurs sociaux, cette conviction tenace qui consiste à affirmer que chaque mesure sociale prise par le gouvernement vise implicitement à acheter la paix sociale, et ce en balayant d'un revers de main l'effet corrosif sur le pouvoir des multiples luttes sociales et culturelle menées depuis le début des années 2000. D'autres analystes ont affirmé que les mouvements sociaux avaient un caractère principalement « économique et social », comme s'il s'agissait de leur enlever leur portée politique et donc de « disculper » le pouvoir. Quoi de plus « politique » pourtant que les questions sociales et économiques, à plus forte raison dans un régime autoritaire, totalement verrouillé, dont les acteurs à tous les niveaux, du sommet aux clientèles locales, accaparent ou détournent le bien public ?

Ce genre de discours participe malheureusement à la stigmatisation de ceux qui luttent quotidiennement pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, péjorativement qualifiés de « tubes digestifs ». Certes le pari du régime autoritaire a toujours reposé sur une équation simple : « *tant qu'il y aura à redistribuer, tant que la croissance économique assurera une augmentation des niveaux de vie, la stabilité politique sera assurée et les velléités de contestation seront canalisées* » (Belguidoum, 2020, p. 40), mais, dans les faits, on a assisté depuis le début des années 2000 à des effets contraires comment l'atteste le nombre croissant de grèves et de protestations sociales recensés chaque année durant

En définitive, le *Hirak* est un mouvement qui exprime certes des revendications à caractère politique, cristallisées dans tous les slogans dénonçant la corruption et la gabegie qui gangrènent les appareils de l'État, et demandant explicitement le départ du « système », mais aussi un malaise économique et social de plus en plus pesant. Il est ainsi l'expression d'un marasme économique et social profond, que révèle l'omniprésence des slogans dénonçant les inégalités sociales, les injustices plurielles (la « *hogra* »), le mépris institutionnalisé, l'arbitraire et le sentiment de non-reconnaissance de ses droits, en un mot tout ce qui participe à la violence symbolique au quotidien.

toute la période d'aisance financière (2001-2014). Car les quelques « mesurette » prises par les autorités locales et centrales, en réaction aux contestations des populations, demeureraient largement en deçà des revendications et attentes des protestataires.

Aussi, pour comprendre les raisons objectives ayant conduit à l'irruption du mouvement, il est essentiel de rappeler l'importance des mouvements sociaux qui ont marqué les deux décennies précédant le déclenchement du *hirak*. En effet, contrairement aux clichés d'une population soumise et résignée, la contestation sociale n'a jamais cessé en Algérie, même si elle est restée parcelaire et atomisée du fait de la constance du travail de sape des appareils sécuritaires pour empêcher/phagocyter toute velléité d'organisation autonome (Mebtoul, 2018). Dès lors, à partir du début des années 2000, des contestations multiformes se sont exprimées le plus souvent hors des cadres existants – soumis ou neutralisés par le régime autoritaire policier – à travers notamment des émeutes violentes ou des blocages de routes – contrastant ainsi avec la décennie de plomb des années 1990, marquée par une violence généralisée où le principal souci de chacun était d'abord d'assurer sa survie au jour le jour.

Tout au long des années 2010, la vie politique et sociale en Algérie a ainsi été rythmée par d'innombrables émeutes ou soulèvements populaires spontanés qui

---

<sup>5</sup> « *Mahgourin* » vient en fait du mot « *Hogra* », qui désigne – en arabe dialectal algérien et maghrébin – toute forme d'injustice, de mépris et d'abus de pouvoir.

n'ont épargné aucune partie du territoire national. Durant l'année 2010 particulièrement, le phénomène semble avoir atteint son paroxysme, avec des émeutes qui ont largement dépassé le millier (Bennadji, 2011). Durant la dernière décennie, des manifestations publiques multiformes se multiplient, corrélativement à l'émergence de nouvelles formes d'organisations de la société civile. Pratiquement toutes les catégories de populations, y compris les retraités de l'armée et de la police, ont organisé des marches, sit-in ou grèves durant cette période. Paradoxalement, ce n'est pas les assemblées élues qui sont organisées régulièrement, mais bien « *le "pneu brûlé" qui est aujourd'hui perçu comme "l'intermédiation" entre les acteurs en conflits* » (Tlemçani, 2019, p. 272). Dans cette perspective, dans une étude pertinente sur le mouvement de protestation dans le Sud algérien, la chercheuse Naoual Belakhdar propose un dépassement de « *la logique déterministe du paradigme de l'État rentier et d'appréhender le cadre normatif qui sous-tend la protestation* » (Belakhdar, 2015, p. 28). Pour elle, au contraire, on est plutôt dans une situation de renégociation permanente des termes du contrat social.

Durant les années 2000, les mouvements sociaux sont marqués par leur corrélation avec la persistance d'un marasme social, malgré l'aisance financière retrouvée avec la flambée des prix du pétrole à partir de 2001, qui se manifeste quotidiennement par le chômage, la malvie, le problème du logement, de l'accès à l'eau, au gaz et à l'électricité, aux problèmes des infrastructures routières, hospitalières, scolaires, en un mot tout ce qui participe à rendre une vie digne d'être vécue. Ces dysfonctionnements sont révélateurs aussi bien des injustices multiples des « décideurs publics » que de leur prodigieuse incompétence à assurer, malgré l'aisance financière, un fonctionnement basique des services publics.

## La crise sociale accentue le processus de perte de l'hégémonie du pouvoir

Il est indéniable que les multiples crises politiques au sommet de l'État, combiné au long cycle de contestations sociales qu'a connu le pays depuis le début des années 2000, ont accéléré la fragilisation du régime, ainsi que la perte progressive de sa base sociale reconstituée avec la venue au pouvoir de Abdelaziz Bouteflika en 1999. En effet, les prémices de cette crise d'hégémonie

Cependant, force est de constater que l'environnement contestataire algérien a évolué qualitativement après 2011, en visant la participation dans la vie de la cité, comme le mouvement anti-gaz de schiste ou celui des diplômés/chômeurs du Sud, ou encore en exprimant des demandes de plus de libertés, de justice sociale, de dignité, de rejet de la *hogra*, de reconnaissance des droits ou d'identités fondées sur la culture, les appartenances locales, sociales ou religieuses. Notons également l'apparition durant cette période charnière de nouvelles formes de réappropriation de l'espace public par la société civile, avec les cafés littéraires, les débats intellectuels ou encore les festivals culturels.

En définitive, contrairement à certaines représentations superficielles, l'Algérie n'a jamais été une société inerte et plutôt satisfaite de son sort. Et le *hirak* algérien n'est pas tombé du ciel : les révoltes et mouvements sociaux multiformes tout au long des années 2000 et 2010 ont constitué autant d'accumulations lentes et silencieuses qui ont forgé une nouvelle conscience collective et se sont finalement cristallisés pour donner naissance à ce mouvement populaire inédit dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Le *Hirak* correspond dès lors à un moment de maturité de l'environnement contestataire algérien, et ce malgré que les conditions objectives d'une insurrection soient depuis longtemps réunies – avec l'incroyable gabegie et l'immoralité de la classe dirigeante ; la rapine, la corruption et la *hogra* érigées en mode de gouvernance... – que seule la hantise d'un nouveau basculement dans la violence généralisée faisait retarder. Cette hantise était d'ailleurs un des éléments majeurs du narratif propagandiste du régime autoritaire, une menace implicite de faire payer cher à la société toute velléité de révolte ou de contestation de l'ordre établi.

ont commencé à apparaître lors du 2<sup>ème</sup> mandat de Bouteflika. Elle s'est exprimé également lors des élections législatives de 2007. Lors de ce scrutin, malgré la fraude, le taux de participation n'a pas dépassé les 35% et nous avons eu droit à une alliance gouvernementale qui a gouverné avec moins de 11% du corps électoral. Cinq ans plus tard, lors des législatives de 2012, l'alliance

gouvernementale composé du FLN-RND-MPA n'ont récolté que 21% des voix exprimées, ce qui représente 6% du corps électoral estimé à plus de 23 millions d'électeurs. Un processus qui s'est accentué bien sûr au fil des années. Cette crise d'hégémonie s'est aussi exprimée par cette incapacité du bloc social au pouvoir à réguler les contradictions internes qui le traverse et, par extension, son inaptitude à trouver des solutions durables aux demandes sociales pressentes qu'exprime la société qui aspire à accéder au progrès social.

Depuis des années, ces classes et factions de classe qui détiennent le pouvoir d'État n'ont jamais pu assoir complètement leur domination sur l'ensemble des classes sociales populaires et proposer une alternative politique cohérente. L'essayiste politique Hocine Bellaloufi, dans une perspective d'analyse marxisante, tente d'expliquer cette crise d'hégémonie par cette guerre, plus ou moins latente, entre les différentes fractions de la bourgeoisie algérienne. Pour lui, c'est « cette incapacité hégémo-

nique des deux fractions de la bourgeoisie qui est à l'origine de la crise du régime, c'est-à-dire de son incapacité à gouverner en étant unie et en obtenant le consentement des exploités et dominés. Le régime ne peut donc se démocratiser. Cette crise dure depuis des années et s'approfondissait. Elle a connu une accélération au cours de l'année 2018 » (Belalloufi, 2019, p. 7).

L'exacerbation des conflits pour le partage de la rente – de plus en plus apparents, surtout à partir de 2014 – entre les différentes factions de la classe-État et surtout son incapacité à gérer la question de la succession, sont révélateurs de l'affaiblissement de son pouvoir hégémonique sur la société.<sup>6</sup> Autre fait notable : les grandes manifestations de policiers dans la capitale du pays. Personne n'a jamais imaginé un jour que des « corps constitués » bravent l'interdit et marchent sur La Présidence. Cet événement inespéré dénote bien un début de fissuration dans l'appareil répressif de l'État, un des piliers du régime autoritaire policier en œuvre depuis l'Indépendance en 1962.

## La mise en veilleuse de la question sociale

Comme nous l'avons évoqué, la question sociale a été au cœur des mouvements de contestations qu'a vécu le pays tout au long du cycle ouvert à partir des années 2000. Elle a aussi été parmi les raisons principales de l'avènement du processus révolutionnaire de février 2019, sans être forcément au centre des revendications ; les mots d'ordres décriant les conditions pénibles des classes populaires et de la jeunesse précarisée n'ont pas eu suffisamment de prolongements politiques. Ainsi, les multiples feuilles de route proposées par les élites politiques et les différentes initiatives au sein des coalitions politiques, se sont focalisés essentiellement sur des questions politiques et institutionnelles, à l'exception notable de l'initiative autour du Pacte de l'Alternative Démocratique (PAD). Cette dernière, qui a bien intégré dans sa plateforme de revendications la remise en cause de l'ordre économique et sociales, n'a cependant pas eu un impact significatif dans les orientations générales du *Hirak*. Quant aux syndicats autonomes qui se sont mobilisés dans le cadre du *Hirak*, un certain nombre d'entre eux ont effectivement porté dans l'es-

pace public les préoccupations des travailleurs ; ces revendications et attentes ont toutefois été vite oubliées lors des nombreuses réunions de coalitions politiques. En fait, le grand absent dans le *Hirak* reste justement la classe ouvrière en tant qu'identité collective et force sociale. Les travailleurs participent massivement aux manifestations hebdomadaires du *Hirak* ainsi qu'aux grèves des premiers mois, mais en tant que citoyen. C'est également le cas de la jeunesse déshéritée, qui représente le fer de lance du *Hirak* populaire. Il en est aussi le cas de la jeunesse scolarisée dans les universités et les grandes écoles ; rares sont les coordinations d'étudiants qui ont posé la question des conditions pédagogiques, de la vie des étudiants et de leur avenir socioprofessionnel. En l'absence de telle conscience collective catégorielle chez ces grands ensembles sociaux, c'est principalement les classes moyennes, essentiellement urbaines, qui se sont chargées d'exprimer ou de traduire, avec leurs aspirations propres, les revendications du *Hirak*. C'est ces classes moyennes, à travers les réseaux sociaux et les médias de masse, qui ont occupé essentiellement le devant de la scène en tant qu'expression politique du

---

<sup>6</sup> Pour une analyse approfondie de l'évolution de la classe-État algérienne et ses différents segments depuis l'Indépendance, cf. Ouaisa (2010).

*Hirak*, selon évidemment leurs représentations politiques et leurs aspirations. Pour ces classes moyennes, la question sociale doit notamment être relégué au second plan et va être réglé après l'achèvement de la révolution.

## Conclusion

La crise algérienne et l'avènement du *Hirak* à partir de février 2019 se trouvent ainsi à l'intersection de plusieurs facteurs politiques, économiques et sociaux. L'objectif de cette contribution a été d'en comprendre l'articulation étroite, et ce sans privilégier un facteur par rapport à un autre. Nous avons dès lors élargi notre approche et intégrer le politique, l'économique et le social pour mieux appréhender la dynamique de la société, dans une démarche d'économie politique. Cela nous a permis de mettre à jour quelques clés de lecture pour comprendre comment et pourquoi ce qu'on a appelé le *Hirak* a pris les formes et la puissance qu'on lui connaît.

Il existera toujours une part de mystère dans le déclenchement d'un mouvement social, lequel peut tarder longtemps à venir même quand les conditions objectives sont réunies. Néanmoins, il y a une grande part d'accumulations lentes et souterraine qui finissent tôt ou tard par donner des fruits. La réunion des conditions objectives ne détermine cependant pas mécaniquement le surgissement d'un mouvement de contestation d'ampleur, à plus forte raison en présence d'un régime autoritaire policier et d'une population lourdement traumatisée par la guerre civile des années 1990. Et pourtant, malgré le défaut d'autonomie et d'organisation de la société civile, l'absence de toute médiation sociopolitique crédible et la hantise d'un nouveau basculement dans la violence généralisée, un mouvement populaire cataclysmique a finalement pris la forme, totalement inhabituelle, de manifestations pacifiques à travers toutes les villes du pays. Loin d'être un accident de l'histoire ou simplement la résultante d'une nième manipulation du pouvoir, nous avons ainsi montré que l'avènement du

Dans les classes populaires, la plupart restent convaincus que l'avènement de la démocratie va automatiquement régler la question sociale, ignorant ainsi les antagonismes de classes qui ne manqueront pas de resurgir après-coup.

*Hirak* cristallise la somme des dynamiques et mouvements sociaux et culturels qui ont marqué les deux décennies précédant son déclenchement et correspond donc historiquement à un moment de maturité de l'environnement contestataire algérien.

Aujourd'hui, le retour aux pratiques autoritaires initié par la nouvelle recomposition du régime autour de Abdelmajid Taboun risque, dans la conjoncture socio-économique et politique actuelle, d'être contre-productives, voire même dangereuses pour la stabilité d'un pays où couvent des "poudrières sociales" attisées par les déceptions et frustrations post marches du *Hirak*. Preuve en est l'incapacité du régime à faire adhérer la société à son projet de normalisation. Les scores médiocres réalisés durant les différentes consultations électorales depuis 2019 révèlent assez clairement que le régime a perdu son hégémonie et n'a désormais plus de base sociale.

Les dernières tentatives désespérées de se consolider avant les prochaines élections présidentielles consistent, d'une part, à vouloir substituer la classe politique existante par la « société civile » et, d'autre part, à renouer avec la politique de distribution de la rente pétrolière. En effet, l'analyse de la politique économique post-*Hirak* montre clairement cette volonté du régime de se fabriquer une nouvelle base sociale à travers la distribution massive de la rente, à travers notamment les augmentations de salaires de la fonction publique et l'instauration d'indemnité pour les jeunes chômeurs. Cette trajectoire est à nouveau confirmée par la Loi de finances pour 2023, qui reste la plus importante en termes de dotations budgétaires depuis l'Indépendance.

## References

- Allam S. (2019). *34e vendredi : le Hirak dit non au démantèlement de la souveraineté économique de l'Algérie*. In <https://www.tsa-algerie.dz/34e-vendredi-le-hirak-dit-non-au-demantelement-de-la-souverainete-economique-de-lalgerie/>.
- Belakhdar, N. (2015). « L'éveil du Sud » ou quand la contestation vient de la marge : Une analyse du mouvement des chômeurs algériens. *Politique africaine*, 137, 27-48. <https://doi.org/10.3917/po-laf.137.0027>
- Belakhdar, N. (2019). « L'Indépendance, c'est maintenant ! » Réflexion sur le soulèvement populaire en Algérie. *L'Année du Maghreb*, 21, Art. 21. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5280>
- Belaloufi, H. (2019, mars 7). Algérie : D'une crise de régime à une crise politique. *CONTRETEMPS, Revue de critique communiste*. <https://www.contretemps.eu/read-offline/20332/algérie-crise-regime.pdf>
- Belguidoum, S. (2020). Hirak et crise du système néo-patrimonial en Algérie : Rupture générationnelle et nouvelle temporalité historique. *Insaniyat / إنسانيات. Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, 88, Art. 88. <https://doi.org/10.4000/insaniyat.23528>
- Benderra, O., Gèze, F., Lebjaoui, R., & Mellah, S. (Éds.). (2020). *Hirak en Algérie : L'invention d'un soulèvement*. Paris : La Fabrique éditions.
- Bennadji, C. (2011). Algérie 2010 : L'année des mille et une émeutes. *L'Année du Maghreb*, VII, Art. VII. <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1254>
- Kadri, A. (Éd.). (2019). *Algérie, décennie 2010 : Aux origines du mouvement populaire du 22 février*. Vulaines sur Seine : Éditions du Croquant.
- Larabi S. (2010). Algérie : Impuissance des mouvements populaires. *Alternatives Sud - État des résistances dans le Sud*, Vol. XVI 2009/4. <https://www.cetri.be/Algerie-impuissance-des-mouvements>
- Mebtoul, M. (2018). *Algérie, la citoyenneté impossible ?* Alger : Koukou Editions.
- Mebtoul, M. (2020). *Libertés, dignité, algérianité : Avant et pendant le Hirak*. Paris: L'Harmattan et Koukou Editions.
- Ministère de l'Industrie et des Mines, (2019). *Bulletin d'information statistique de la PME*, n° 35, 1<sup>er</sup> semestre 2019. [https://www.mipmepi.gov.dz/IMG/pdf/Bulletin\\_PME\\_N\\_35\\_vf.pdf](https://www.mipmepi.gov.dz/IMG/pdf/Bulletin_PME_N_35_vf.pdf)
- Mouhoud, E. M. (2020). L'économie politique du soulèvement algérien : Quelles perspectives pour la transition économique ? *Mouvements*, n° 102(2), 157. <https://doi.org/10.3917/mouv.102.0157>
- Ouaissa, R. (2010). *La class-État algérienne 1962-2000: Une histoire du pouvoir algérien entre sous-développement, rente pétrolière et terrorisme*. Paris: Publisud.
- Ouchichi M. (2014), *les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie*, Declic Editions.
- Ouchichi, M. (2014). *Les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie*. Bejaia : DECLIC.
- Rebah, A. (2021). *Algérie post-Hirak, à la conquête de l'avenir*. Alger : APIC.
- Selmane, A. (2020). *Une insurrection qui n'est pas tombée du ciel*. In Benderra, O., Gèze, F., Lebjaoui, R., & Mellah, S. (Éds.). *Hirak en Algérie : L'invention d'un soulèvement*. Paris : La Fabrique éditions.
- Sidi Boumedine, R. (2019). *Aux sources du Hirak*. Alger : Chihab Éditions.
- Tlemçani, R. (2019). *Les réformes politiques du printemps arabe : verrouillage et atomisation de l'espace public*. In Kadri, A. (Éd.). *Algérie, décennie 2010 : Aux origines du mouvement populaire du 22 février (pp. 269-295)*. Vulaines sur Seine : Éditions du Croquant.

---

# EXTRACTIVISM

---

## | The Project

The collaborative research project *extractivism.de* links the Universities of Kassel and Marburg. The project scrutinizes the extractivist development model and proposes new economic, political, and sociological conceptions of extractivism. It preliminarily focuses on Latin America and the Maghreb patterns. The project researches the conditions under which these patterns affect the persistence and transformative capacity of extractivism and its respective institutional settings. Finally, it explores how extractivism affects cultural processes and habitual routines and questions under what conditions and how far the development model extends into institution-building and social practice, i.e., everyday life.

The project aims to understand extractive societies not as deviants from the Western trajectory of development but in their own logic and their own particularities. The project, therefore, combines a strong empirical focus with theoretical work. It links both broad field research and data gathering of primary data and the qualitative and quantitative analysis of available secondary sources with a stringent transregional comparison. It develops methods in cross-area studies and investigates whether and why similar patterns of social change emerge in different areas and world regions despite significant cultural, social, or religious differences. Finally, the project intends to translate the findings for politics, society, and development cooperation.

Please visit [www.extractivism.de](http://www.extractivism.de) for further information.

---

GEFÖRDERT VOM



U N I K A S S E L  
V E R S I T Ä T

